

7 Jours Filpac CGT

n°193 - 24 janvier 2012

communiqué de la Filpac CGT

L'information est en danger. Derrière l'apparente liberté sur Internet se déroule une vaste opération de mise en coupe réglée des organes d'information. En fonction des menaces sur la distribution, l'impression et les titres de presse, la Filpac CGT, suite à son dernier congrès, appelle de ses vœux une véritable campagne pour l'information. Cette déclaration est conçue comme le prélude annonciateur de cette campagne, forcément unitaire, emportant l'adhésion des salariés.

Menons le combat de l'information

D'où vient cette atmosphère de peur et de fin de règne dans les entreprises de presse, où s'est installé le sentiment qu'il n'y a plus d'avenir ? Pourquoi le tribunal de commerce - institution de commerçants et de comptables - est-il devenu le dernier rendez-vous qui décide du sort de la Comareg, du groupe Hersant Média, de France Soir, La Tribune, Presstalis ? Parce que le numérique, parce que la crise ? Non, une politique s'applique, brutalement. La presse d'information est victime d'une agression caractérisée préparée de longue date, exécutée par le président en place et son gouvernement.



Un cabinet de l'ombre a tracé les plans de l'offensive, l'Institut Montaigne, animé et financé par les stars du CAC 40 et les grands patrons (Bolloré, Bouygues, LVMH, EADS, BNP, Areva, Casino, Carrefour, Microsoft, Rothschild, Schneider, Sanofi, Véolia, Vinci, Wendel, Videndi, etc.). Les états généraux de la presse, début 2009, n'ont eu qu'à se conformer aux préconisations du groupe patronal.

L'Etat s'est autoproclamé « stratège » de cette politique-là et devient un état major qui décide de tout.

- Les aides à la presse seront distribuées du haut du ministère de l'Information comme le FMI attribue ses capitaux, en contrepartie d'une gestion libérale la plus dure.
- La loi Bichet a été éborgnée pour détruire la garantie de distribution dont jouissaient tous les éditeurs. La bataille de chiffonniers oppose ceux qui escomptent un profit de la distribution !
- Les imprimeries devront être séparées des sièges éditoriaux et se concentrer en quelques unités.
- Le droit d'auteur trébuche sur une chausse-trape cachée au sein de la loi Hadopi.
- Les conventions collectives de l'ensemble des salariés de la presse sont bafouées et contournées.
- Le salarié est rendu responsable de tout, sommé d'attendre l'heure de son licenciement ou de l'adaptation à un univers numérique pensé par les patrons comme l'aubaine d'une hyper exploitation.

Pour la presse, c'est la nuit du Fouquet's qui se prolonge.

Niel reçoit sa licence Free en récompense du gouvernement parce qu'il soumet *Le Monde*. Le Crédit Agricole transforme le groupe Voix du Nord en prédateur, visant les groupes Hersant et Centre France. Les gratuits sont aux mains de Bouygues TF1(Metro), Ouest France (20 Minutes), Bolloré (les Direct Matin). Le Crédit Mutuel CIC absorbe tous les quotidiens de la façade Est, de Strasbourg à Avignon. Le groupe Figaro-Dassault étend son empire multimédia. Les autres se débattent dans les filets de leurs bailleurs de fonds, les pools bancaires.

Le « numérique » a bon dos. Il est manipulé comme une couverture idéologique pour envelopper la vaste manœuvre libérale. Le web serait le progrès et l'avenir, le papier, le passé ! Comment osent-ils, les docteurs en communication ! Voilà une presse faible, présentée comme moribonde, alors qu'elle ne demande pour se redéployer que des initiatives de talent. Mais les financiers peuplent dorénavant les directions des journaux. Et leur argent ne fait ni le talent ni l'information, mais la crise. Et ils prétendent réussir dans le numérique ?

La presse est déstabilisée par la gestion libérale. Dans quel but ?

La catastrophe-Sarkozy et des patrons blottis derrière lui est le résultat souhaité d'une politique. Les journaux laissés pour morts par un gouvernement qui se refuse à tout soutien, des titres menacés de naufrage, des géants dominants surfant sur un océan de capitaux amenés par les banques et les grands industriels ? C'est ce qu'ils voulaient.

Dans quel but ? Adapter le monde de l'information à celui du numérique ? Non, faire surgir de ce chaos un ou deux géants du multi média contrôlés par les groupes industriels et financiers qui dominent l'information.

Ce qu'une politique a détruit, une autre peut le rebâtir !

Lever l'hypothèque Sarkozy. Son pouvoir destructeur sur l'information n'est plus à démontrer. Que ceux qui appliquent les directives Mitterrand, Mettling, Cardoso, etc. s'en aillent avec Sarkozy, eux, et leurs dispositions liberticides, à l'occasion de l'échéance présidentielle toute proche.



Que l'information, son avenir, ses emplois, fassent l'objet d'un engagement des candidats qui se réclament des libertés républicaines (ce qui exclut le Front national) : qu'ils annoncent leur volonté de défaire les états généraux de la presse de 2008 et de procéder à un débat parlementaire public, menant à la rédaction d'une loi fondamentale sur l'information.

Cette loi fondamentale aura pour but d'élaborer dans le contexte actuel et pour tous les médias, internet compris, les principes et les règles qui assurent à l'information la garantie d'être élaborée et diffusée en toute indépendance et dans le respect du pluralisme.

- La loi stimulera l'initiative éditoriale en lui prodiguant les aides publiques correspondantes.
- Elle définira les normes sociales nécessaires à une information de qualité, lesquelles seront négociées avec les organisations syndicales.
- Elle reconstruira des lieux de négociations collectives, assurant aux salariés leur représentation syndicale, garantissant aux relations sociales un fonctionnement paritaire.

Construire le mouvement de défense de l'information

La politique gouvernementale a pour effet d'ouvrir tous les fronts en même temps :

- Destruction de Presstalis et ouverture de la concurrence entre repreneurs ;
- Concentration de l'impression ;
- Fusion-acquisition de groupes de presse (Hersant, Rossel) ;
- Restructuration des rédactions en ateliers numériques ;
- Destruction de titres en presse quotidienne nationale ;
- Dématérialisation d'entreprises de presse dans le cadre d'une politique centralisatrice de groupe ;
- Opérations de destructions de postes de travail et d'emplois dans le cadre de licenciements classiques ;
- Multiplication de départs réputés volontaires sous diverses couvertures.

C'est pourquoi la Filpac CGT, qui en a adopté l'orientation lors de son congrès de novembre 2011, propose de construire un mouvement de riposte à cette offensive patronale.

Ce mouvement passe par la construction de mobilisations contre les menaces immédiates sur l'emploi dans la distribution, l'impression, les sièges éditoriaux, et par la perspective d'un mouvement national.

La Filpac CGT propose en conséquence à toutes les autres formations syndicales de bâtir cet indispensable mouvement dans l'unité la plus large, comme elle en propose la perspective à tous les salariés de l'information, quelle que soit son support.

Directeur de la publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr - Antoine Peillon

FI LPAC-CGT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex Tél. : 01 48 18 80 24 - Fax : 01 48 51 99 07 filpac@filpac-cgt.fr www.filpac-cgt.fr